

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS60036
59820 GRAVELINES

Gravelines, le 06 avril 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/03/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**
GALLOO France SA
69, Route de l'Europe
59122 OOST CAPPEL

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G2\GALLOO France SA Oost-Cappel (ex ROSSELLE RECYCLAGE)_070.04279\2_Inspections\Inspection_2022\Galloo_france SA_Oost-cappel_RAPVI_0007004279.odt

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/03/2022 dans l'établissement GALLOO France SA implanté 69, Route de l'Europe 59122 OOST CAPPEL. L'inspection a été annoncée le 10/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ().

<https://www.georisques.gouv.fr/>

Cette inspection s'est déroulée dans le cadre du programme pluriannuel d'inspections des installations classées de la DREAL.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GALLOO France SA
- 69, Route de l'Europe 59122 OOST CAPPEL
- Code AIOT dans GUN : 0007004279
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Le site GALLOO à Oost Cappelle, est spécialisé dans la récupération de métaux, et VHU. Il dispose d'un agrément pour l'activité de récupération / dépollution de VHU. Il produit de 1000 à 1 200 t de métaux par mois et traite environ 100 VHU par mois.

Ces activités sont autorisées par arrêté préfectoral du 4 juin 2012.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Prévention des risques accidentels

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle,
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée,
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite.
- la prescription contrôlée,
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées,
 - les observations éventuelles,
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous),
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 04/06/2012, article 7.6.3	/	Mise en demeure, respect de prescription
Étiquetage des substances et préparations dangereuses	Arrêté Préfectoral du 04/06/2012, article 7.5.2	/	Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Caractéristiques minimales des voies	Arrêté Préfectoral du 04/06/2012, article 7.3.1.2	/	Mise en demeure, respect de prescription
Consignes de sécurité	Arrêté Préfectoral du 04/06/2012, article 7.6.4	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Plan localisant les risques	Arrêté Préfectoral du 04/06/2012, article 7.2.2	/	Sans objet
Consignes de sécurité	Arrêté Préfectoral du 04/06/2012, article 7.6.4	/	Sans objet
État des stocks de véhicules en attente de dépollution	Arrêté Préfectoral du 04/06/2012, article 2.1.3.1.1	/	Sans objet
Vérification périodique des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 04/06/2012, article 7.3.4	/	Sans objet
Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 04/06/2012, article 7.6.2	/	Sans objet
Travaux d'entretien et de maintenance	Arrêté Préfectoral du 04/06/2012, article 7.4.5	/	Sans objet
Confinement	Arrêté Préfectoral du 04/06/2012, article 7.5.5.1	/	Sans objet
Clôture	Arrêté Préfectoral du 04/06/2012, article 7.3.1	/	Sans objet
Aménagement de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 04/06/2012, article 2.1.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection de l'environnement a constaté 4 non-conformités vis-à-vis des articles 7.6.3, 7.5.2, 7.3.1.2 et 7.6.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 04 juin 2012 précité. Ces non-conformités sont susceptibles de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement et particulièrement la sécurité publique. Conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, l'inspection de l'environnement propose à M. le Préfet de mettre en demeure la société Galloo de respecter les prescriptions des articles 7.6.3, 7.5.2, 7.3.1.2 et 7.6.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 04 juin 2012.

Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure a été établi.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Plan localisant les risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2012, article 7.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Plan
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci.
Constats : L'exploitant dispose d'un plan général (millésime 2022) des installations identifiant les dangers par zone. Les consignes à observer sont indiquées à l'entrée des zones.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2012, article 7.6.4
Thème(s) : Risques accidentels, Plan
Prescription contrôlée : Un plan schématique est affiché sur un support fixe et inaltérable à l'entrée du site pour faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers. Doivent figurer sur ce plan, l'emplacement : <ul style="list-style-type: none">- des divers risques particuliers,- du stockage des fluides,- des organes de coupure des sources d'énergie,- des moyens d'extinction et d'alerte.
Constats : Le plan général (millésime 2022) identifiant les dangers et moyens de secours incendie comprend bien toutes les indications demandées dans ce point de contrôle.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : État des stocks de véhicules en attente de dépollution

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2012, article 2.1.3.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Risques incendie
Prescription contrôlée : Les VHU sont stockés sur un seul niveau. Leur nombre n'excède pas 25.
Constats : Le jour de l'inspection 9 véhicules étaient stockés sur un niveau.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Vérification périodique des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2012, article 7.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
Constats : Le rapport de vérification des installations électriques n°25200/21/15847 du 18 octobre 2021 réalisé par SOCOTEC en application de l'article R.4226-16 du Code du travail ne présente pas d'observations.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2012, article 7.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Risques incendie
Prescription contrôlée : Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.
Constats : L'exploitant a pu présenter les rapports de vérification suivants réalisés par la société LST le 12/01/22 : <ul style="list-style-type: none">- rapport n° 4150774-1 (installations de désenfumage)- rapport n° 1150774-1 (extincteurs)- rapport n° 3150774-1 (RIA) Ces rapports ne relèvent pas de non-conformités.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Ressources en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2012, article 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum : <ul style="list-style-type: none">- d'extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques,- de 7 robinets incendie armés (RIA) de 33 mm de diamètre nominal (2 dans le bâtiment de stockage des métaux non ferreux, 2 dans la métallerie, un dans le bâtiment de dépollution des VHU, un sur le parc non ferreux, un au niveau de l'antenne relais). Les services de lutte contre l'incendie disposent d'une réserve d'eau incendie de 240 m ³ de capacité équipée d'une aire d'aspiration pour les engins d'incendie munie de deux cannes d'aspiration.
Constats : Le site dispose de 16 extincteurs répartis sur le site en fonction des biens à protéger : <ul style="list-style-type: none">- 12 à poudre polyvalente ABC- 1 à dioxyde de carbone- 2 à poudre spécial feu de métaux- 1 à eau pulvérisée avec additif Le site est équipé de 6 RIA, il en manque 1 dans le hangar 1. Le site est équipé d'une réserve d'eau incendie présentant une capacité de 245 m ³ sur la base des plans présentés par l'exploitant. Ce point de contrôle fait l'objet d'une mise en demeure de rajouter un RIA.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Travaux d'entretien et de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2012, article 7.4.5
Thème(s) : Risques accidentels, Risques incendie
Prescription contrôlée : Tous les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge des circuits...) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un permis de travail et éventuellement d'un permis de feu et en respectant les règles d'une consigne particulière. Le permis de travail et éventuellement le permis de feu et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le permis de travail et éventuellement le permis de feu et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, doivent être cosignés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.
Constats : L'exploitant a mis en place un plan de prévention et un permis de feu. Il a pu présenter les trames de ces documents lors de l'inspection. L'exploitant fait intervenir la société Galloo NV pour la maintenance des outils de production. Il a pu présenter le plan de prévention signé avec cette société au titre de l'année 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Etiquetage des substances et préparations dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2012, article 7.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 l portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.
Constats : Le site dispose de 6 cuves pour stocker les liquides récupérés dans les VHU, les capacités de ces cuves sont détaillées ci-dessous: <ul style="list-style-type: none">- 2 500 l d'essence- 1 500 l d'huile de frein- 2 500 l d'huile moteur- 2 500 l de gasoil- 2 500 l de liquide de refroidissement- 2 500 l de lave-glace <p>Le jour de l'inspection , la cuve d'huile n'était pas identifiée. Les numéros et symboles de danger définis dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses ne sont pas repris sur les cuves.</p> <p>Ce point de contrôle fait l'objet d'une mise en demeure d'indiquer sur les cuves de manière lisible la dénomination exacte du contenu, le numéro et le symbole du danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2012, article 7.5.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution de sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel (utilisation des volumes des canalisations des réseaux, bordures adaptées des parkings, voiries et surfaces extérieures ...). Dans le cas d'un confinement externe, les eaux doivent, de manière gravitaire, être collectées puis converger vers une capacité spécifique extérieure au bâtiment. Les réseaux de collecte des effluents et de eaux pluviales de l'établissement sont équipés d'obturateur de façon à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site.
Constats : Le site est équipé d'un bassin de confinement équipé d'une vanne d'obturation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Caractéristiques minimales des voies

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2012, article 7.3.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : Les voies auront les caractéristiques minimales suivantes : - largeur de la bande de roulement : 3, 50 m - rayon intérieur de giration : 11 m
Constats : Les voies de circulation ont une largeur supérieure à 3,50 m. Le rayon de giration au niveau de la plate-forme de pompage dans la réserve d'eau d'extinction incendie fait 8,4 m et n'est donc pas conforme. Ce point de contrôle fait l'objet d'une mise en demeure de respecter un rayon intérieur de giration d'au moins 11 m.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Clôture

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2012, article 7.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.
Constats : Le site est clôturé sur toute sa périphérie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2012, article 7.6.4
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application de dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : <ul style="list-style-type: none">- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation, qui en raison des caractéristiques qualitatives ou quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation,- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel,- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone des services d'incendie et de secours,- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.
Constats : Ces consignes sont affichées au vestiaire et à la métallerie. Il manque les 2 consignes suivantes : <ul style="list-style-type: none">- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation, qui en raison des caractéristiques qualitatives ou quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation,- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) Ce point de contrôle fait l'objet d'une mise en demeure de compléter l'affichage des consignes en y ajoutant : <ul style="list-style-type: none">- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation, qui en raison des caractéristiques qualitatives ou quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation,- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides)
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Aménagement de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2012, article 2.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : La hauteur des dépôts est limitée à 3 mètres. Exceptionnellement sur une période n'excédant pas 5 jours elle pourra être portée à 8 mètres après information de l'inspection des installations classées. Il convient de respecter une distance minimale de 8 m entre la clôture du site et les dépôts de produits inflammables et matières combustibles situées sur le site.
Constats : La hauteur limite des dépôts ainsi que la distance minimale de 8m sont respectées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

ANNEXE 1

Société GALLOO France SA
à Oost-Cappel
Inspection du 28/03/2022

Projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure

ARRÊTÉ N ° ... du portant mise en demeure de respecter les prescriptions applicables au site exploité par la société GALLOO France SA située à Nieppe

LE PRÉFET DU NORD,

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5, R. 512-39 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 4 juin 2012 accordant à la société ROSSELLE RECYCLAGE l'autorisation d'exploiter un dépôt de ferrailles et une demande d'agrément VHU n°PR5900057 D à OOST-CAPPEL ;

Vu le donner acte du 18 décembre 2014 concernant le changement de dénomination sociale par fusion acquisition de la société ROSSELLE Recyclage qui devient GALLOO France SA ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à la société GALLOO France SA par courrier du [précisez la date] conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

[Vu les observations de la société GALLOO France SA formulées par courrier du [précisez la date]] ;

ou

Vu l'absence de réponse de la société GALLOO France SA au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

Considérant ce qui suit :

1. Lors de l'inspection du 28 mars 2022 il a été constaté les non-conformités suivantes :
 - article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral du 4 juin 2012 : l'installation qui doit être équipée avec 7 robinets incendie armés en comporte uniquement 6 ;
 - article 7.5.2 de l'arrêté préfectoral du 4 juin 2012 : sur les cuves de stockage des liquides polluants (essence, gasoil, liquide de refroidissement, lave glace, huiles...) de capacité de stockage supérieure à 800 litres les inscriptions réglementaires sont incomplètes ;
 - article 7.3.1.2 de l'arrêté préfectoral du 4 juin 2012 : le rayon de giration est inférieur à 11 mètres ;
 - article 7.6.4 de l'arrêté préfectoral du 4 juin 2012 : les consignes d'exploitation sont incomplètes.
2. Ces constats constituent des manquements aux dispositions des articles 7.6.3, 7.5.2, 7.3.1.2 et 7.6.4 de l'arrêté préfectoral du 4 juin 2012 ;
3. Face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société GALLOO France SA de respecter les prescriptions et dispositions des articles 7.6.3, 7.5.2, 7.3.1.2 et 7.6.4 de l'arrêté préfectoral du 4 juin 2012, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du Nord

ARRÊTE

Article 1 – La société GALLOO France SA située 69 route de l'Europe – 59122 OOST-CAPPEL exploitant une installation de récupération de métaux, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 7.6.3, 7.5.2, 7.3.1.2 et 7.6.4 de l'arrêté préfectoral du 4 juin 2012 accordant à la société ROSSELLE RECYCLAGE l'autorisation d'exploiter un dépôt de ferrailles et une demande d'agrément VHU n°PR5900057 D à OOST-CAPPEL.

À compter de la notification du présent arrêté, les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

Dans un délai de 1 mois, la société GALLOO France SA :

- installe un septième robinet incendie armé conformément au plan annexé à l'arrêté préfectoral du 4 juin 2012 susvisé ;
- indique de manière lisible sur les récipients d'un volume supérieur à 800 l la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses ;
- aménage la plateforme d'aspiration des eaux d'extinction incendie de manière à respecter le rayon de giration de 11 mètres,
- complète l'affichage des consignes d'exploitation en y ajoutant :

1) « l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation, qui en raison des caractéristiques qualitatives ou quantitatives des matières mises en oeuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation »

2) « les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) »

Article 2 – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de la société GALLOO France SA les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 – Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Lille, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr

Article 4 – Le présent arrêté sera notifié à la société GALLOO France SA ;

Ampliation en sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Nord
- Monsieur le Maire de la commune de OOST-CAPPEL ;
- Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France,

Chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.